

Repères chronologiques

Cet article a été écrit par M.Olivier de Brabois pour le Musée Rolin à Autun, à l'occasion de l'exposition « Talleyrand ou le miroir trompeur » qui a été présentée par le musée Rolin du 16 novembre 2005 au 15 février 2006. Ce document est publié avec l'autorisation de Mme Brigitte Maurice-Chabard, conservateur en chef du Musée Rolin.

1. Révolution, Directoire (1789 - 1799)

Le 12 mars 1789, Charles-Maurice de Talleyrand Périgord arrive à Autun. Il découvre enfin cet évêché tant espéré. Son oncle Alexandre-Angélique, riche coadjuteur de l'archevêché de Reims l'a pris sous son aile, l'a aidé à franchir les différentes étapes qui l'ont mené à la prêtrise, mais il a fallu attendre de longues années pour obtenir la crosse d'Evêque. Trois jours plus tard, lors de sa prise de fonction, il jure de ne pas aliéner les "possessions et domaines" de son évêché.

L'arrivée de Talleyrand s'explique surtout par l'élection qui doit avoir lieu début avril. Louis XVI a convoqué les Etats Généraux au mois de mai et le baillage d'Autun doit désigner un député représentant le clergé. Tout naturellement Talleyrand est candidat, et il mène une habile campagne électorale éclair. Dans les cahiers de doléances du clergé d'Autun, il précise une pensée politique que l'on retrouvera comme une constante au-delà des différents régimes qu'il va servir, notamment la revendication d'une charte constitutionnelle.

Le 2 avril, Charles-Maurice est élu à une grande majorité et avec applaudissements. Dix jours plus tard il quitte son évêché. Le séjour est si bref qu'on prétend qu'il n'a pas eu le temps d'ouvrir ses cadeaux parmi lesquels un superbe service de cristal.

La séance d'ouverture des Etats Généraux a lieu le 5 mai à Versailles. La représentation des députés et les modalités de vote par tête et non par ordre occupent les débats et, rapidement les députés prennent leur indépendance, s'émancipent et s'érigent en assemblée nationale et constituante. Talleyrand rejoint le mouvement après avoir cherché le sens du vent et se met "à la disposition des événements". Ceux-ci seront nombreux et souvent dramatiques en ces années révolutionnaires. Après la prise de la Bastille et la nuit du 4 août, l'organisation sociale et politique du pays se trouve chamboulée. Reste l'Église, et c'est un Evêque, celui d'Autun qui va plaider pour la nationalisation des biens du clergé. Ses prises de position provoquent la colère du chapitre d'Autun et les relations se détériorent. Il célèbre la messe lors de la fête de la Fédération qui se déroule au Champs de Mars le 14 juillet 1790, au cours de laquelle on prête serment de fidélité "à la nation, à la loi et au roi". En juillet 1790, les constituants donnent à l'Église une constitution civile et fonctionnarisent les prêtres. Cette réorganisation dépourvue de l'aval de Rome, ulcère tous les conservateurs et, afin de vaincre la résistance d'une grande partie du clergé, les constituants obligent les ecclésiastiques à prêter serment de fidélité à la constitution sous huit jours. Talleyrand prête serment le 28 décembre 1790 et en informe son clergé. La réponse est cinglante : "Votre apostasie n'a surpris personne." Talleyrand vient de gagner sa réputation de diable boiteux qui le poursuivra longtemps.

En janvier 1791, Charles-Maurice se fait élire à Paris. Quatre jours plus tôt, il a démissionné de son poste d'évêque "oubliant" d'en informer le pape. Même au milieu des tourmentes révolutionnaires, il conserve son maintien et sa superbe aristocratique. Il sait ses origines brillantes mais ne se souvient du sacre de Louis XVI que comme d'une étape sentimentale : "C'est du sacre de Louis XVI que datent mes liaisons avec plusieurs femmes...". Et Dieu sait que les femmes jouent un rôle considérable dans sa vie. Si on ne peut toutes les citer, il faut évoquer ici la charmante Adélaïde de Flahaut dont le salon rassemble tout ce qui compte à Paris. On y joue beaucoup, mais ce sont les jeux de l'amour qui l'attachent à Charles-Maurice qui devient le "mari de coeur" de la belle Adélaïde et le père de son enfant, Charles de Flahaut.

La très belle Catherine Grand, née en Inde de parents français, a quitté son mari, officier de la Compagnie des Indes anglaise pour séduire Paris. Réfugiée à Londres, elle revient en France en 1797. Commence alors une liaison avec Charles-Maurice qui va la conduire au mariage.

En 1792, les Girondins voient dans une guerre extérieure le moyen de populariser la Révolution et de stabiliser le gouvernement. En avril, la France va donc s'attaquer au «roi de Bohême et de Hongrie.» Si la guerre fait prendre le ciment national, elle radicalise aussi les positions, jusqu'à l'arrestation et la destitution du roi. En septembre 1792, une nouvelle assemblée, la Convention, proclame la République.

A la même époque, Talleyrand parvient à obtenir un "laissez-passer" portant la signature des six ministres du Comité Provisoire. Il peut rejoindre Londres en toute légalité. Il était temps : bientôt il fait l'objet d'un décret d'accusation. En Angleterre, il se retrouve dans une situation délicate : la république est en guerre contre l'Angleterre et la Hollande, et sur place les émigrés le battent froid.

A Paris, les nouveaux maîtres prennent des mesures d'exception afin de lutter contre les opposants de l'intérieur et les ennemis de l'extérieur. L'exécution de Louis XVI le 21 janvier 1793 précède l'instauration de la Terreur avec un Robespierre qui se révèle être un véritable despote.

A Londres, Charles-Maurice, l'exilé, survit et attend. En janvier 1794, le gouvernement anglais dirigé par Pitt lui notifie son expulsion, sans doute parce qu'il n'a pas perdu l'habitude de tisser sa toile de renseignements. Il part alors pour le Nouveau Monde, découvrir les immensités de l'Amérique et le charme des affaires et de la spéculation. Avec la chute de Robespierre, il vient le temps de consolider les acquis. Le Directoire va tenter pendant cinq ans de mener une politique du "juste milieu", à la fois républicaine et conservatrice, en navigant entre les écueils.

Pour Talleyrand, après le IX Thermidor, la situation française paraît se stabiliser. Le nouveau régime du Directoire semble une opportunité, c'est alors qu'il désire revenir, peser sur les événements. Il réussit à se faire radier de la liste des émigrés, s'installe à Paris, se rapproche du pouvoir jusqu'à obtenir le poste de ministre des Relations extérieures. Son nom doit rassurer l'Europe et les alliés de la République. A ce poste, il va mener de front la politique étrangère du pays et ses affaires personnelles. Il prépare aussi la suite, trouvant dans le général Bonaparte, récent vainqueur en Italie, l'étoffe d'un grand homme. Il se fait son interlocuteur au cours de réunions, organisées en son honneur.

Accusé par les Jacobins de malversations et de duplicité, il doit démissionner. Cela lui donne l'occasion de jauger les chances des prétendants au pouvoir et de placer ses intérêts dans chaque camp. Il se retrouve donc presque naturellement au coeur de la conspiration du 18 brumaire an VIII (novembre 1799) qui met fin au Directoire et consacre la suprématie de Bonaparte.

2. Consulat - Empire (1795 - 1814)

La Constitution de l'an VIII établit le Consulat en donnant la prééminence au premier Consul. Bonaparte rassemble entre ses mains la plus grande partie des pouvoirs et laisse aux deux autres consuls, Cambacérès et Lebrun, des fonctions honorifiques.

Bonaparte met en place un état centralisé s'appuyant sur des préfets obéissants. Il réorganise les finances publiques, renforce le crédit de l'Etat, améliore les rentrées fiscales, réforme les écoles et crée le Code civil publié en 1804

Talleyrand, ministre des Relations Extérieures, et Bonaparte, Premier consul, entretiennent des relations complexes de séduction et de méfiance. Bonaparte admire secrètement les manières d'ancien régime, la finesse et l'habileté de l'ancien évêque d'Autun. La prudence, la lenteur, la discrétion et le travail dissimulé sous une feinte indolence tempèrent la fougue du Premier consul.

Bonaparte a compris la nécessité de réconcilier l'Etat et le catholicisme. Il négocie donc un concordat avec le pape, Pie VII. La religion y est désignée comme celle de la majorité des français et le clergé est réintégré dans les structures de l'Etat. Charles-Maurice y voit l'occasion de régulariser sa situation personnelle vis-à-vis de l'Eglise. Régularisation d'autant plus pressante que sa belle maîtresse, Catherine Grand, exige le mariage. De guerre lasse et par un mélange d'habitude, d'intérêts et de secrets partagés, Talleyrand cède. Le bref du 29 juin 1802 l'autorise à porter l'habit séculier mais ne l'autorise pas à se marier. Pourtant, il parvient à faire enregistrer ce bref par le Conseil d'Etat en des termes suffisamment flous pour qu'il semble lui

redonner l'état laïc. Il ne reste plus à Catherine qu'à convaincre Bonaparte. Les deux amants peuvent donc se marier civilement et religieusement en septembre 1802.

La même année, Bonaparte devient consul à vie. Déjà il pense à un régime héréditaire. Talleyrand a milité auprès de la presse pour l'instauration d'une telle légitimité qui pourrait prendre, d'après lui, la forme d'une royauté. Ensemble, ils vont jouer sur la menace du retour des Bourbons. L'assassinat du duc d'Enghien fusillé à Vincennes pour complot royaliste en mars 1804, après un simulacre de procès, a été inspiré par Talleyrand. Très vite il tentera de s'exonérer de toute responsabilité, mieux, d'expliquer qu'il a essayé d'éviter cette erreur. De cette époque date le début des incompréhensions entre Bonaparte et Charles-Maurice. Le 20 mai 1804, l'Empire est proclamé et, le 11 juillet, Napoléon fait de Talleyrand son grand chambellan, responsable des fêtes et du service de sa chambre. Derrière le décorum et la superbe, il s'agit d'un rôle de courtisan avec tout ce que cela représente d'humiliant. Mais la force de son pouvoir ne réside pas là.

La paix d'Amiens est un peu son oeuvre même s'il ne pourra la soutenir longtemps contre Bonaparte. Se sentant les mains libres sur le continent, celui-ci va en profiter fort de son armée et sûr de son génie militaire. Talleyrand s'inquiète de cette volonté expansionniste. Les Anglais conscients de ces divergences y vont de leurs caricatures. La Russie et l'Autriche souhaitent, pour leur part, faire rentrer la France dans ses frontières de 1792. Trois fois successivement, Napoléon va vaincre les puissances continentales soutenues par l'Angleterre : l'Autriche est vaincue en 1805. Contre l'avis de Talleyrand, Napoléon humilie le vaincu. Le premier cherche des alliances et la paix, alors que le second poursuit ses campagnes. En 1807, la Prusse et la Russie sont à leur tour vaincues, puis l'Autriche en 1809. Napoléon peut ainsi réorganiser l'Europe et consolider son système.

En 1807 et 1808, à Tilsitt et Erfurt, Napoléon contraint le Tsar à fermer son pays à l'Angleterre. A Tilsitt, Talleyrand a été de fait écarté par l'Empereur, ce qui l'incite à démissionner de son poste de ministre des Relations extérieures. Le 9 août 1807, il devient vice-grand électeur de l'Empire, charge rentable et peu accaparante. A Erfurt, où Napoléon lui a demandé de l'accompagner, Talleyrand joue la carte du tsar Alexandre en le renseignant et en le conseillant. Sans doute grâce à cette discrète prise de position réussit-il à conclure un mariage flatteur pour son neveu avec la fille cadette de la très riche duchesse de Courlande.

Talleyrand critique de plus en plus ouvertement l'Empereur et les relations entre les deux hommes se tendent. En janvier 1809, l'Empereur le prend à partie publiquement, l'accusant de trahison et de vol. Charles-Maurice demeure impassible mais se souviendra de cette nouvelle humiliation.

Durant l'hiver 1812, la campagne de Russie tourne à la tragédie. Talleyrand y entrevoit "le commencement de la fin", plaide pour la paix, avertit des dangers d'une guerre en France et de la lassitude des habitants. Rien n'y fait, Napoléon veut poursuivre la guerre continentale. Alors, comme des dominos tombent l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne en 1813. Il est temps pour Talleyrand de prendre de discrets contacts avec Louis XVIII.

En 1814, c'est l'ultime campagne de France jusqu'aux adieux de Fontainebleau. L'Empire disparaît avec l'abdication de Napoléon qui rejoint l'île d'Elbe.

3. Première Restauration (1814 - 1815)

Après l'échec de Napoléon, il faut penser à la suite, revenir sur les conquêtes de la Révolution et de l'Empire pour trouver la paix. Anciennes frontières et ancienne dynastie semblent aller de pair. L'impératrice, accompagnée des ministres et grands dignitaires, quitte Paris. Le lendemain, Talleyrand feint de partir lui aussi et réussit à se faire retenir dans la capitale car il a beaucoup à faire. Il se complaît dans ces moments compliqués et se retrouve comme par hasard au centre de l'histoire, toujours à la recherche minutieuse de l'équilibre indispensable. Le Tsar s'installe chez lui rue Saint-Florentin. Presque naturellement il est là avec Alexandre, le roi de Prusse, le représentant de l'Autriche et réussit à imposer les Bourbons et une constitution libérale. Toujours ce rêve d'un régime à l'anglaise et l'aspiration à la légitimité et à la paix. Il réussit à obtenir du Sénat et du corps législatif la déchéance de Napoléon et de sa famille. Nommé le 1er avril chef du gouvernement provisoire, il dirige, dans des conditions difficiles, un pays militairement occupé et totalement désorganisé. Il prépare aussi une constitution équilibrant les pouvoirs entre le roi et les représentants du pays. La charte constitutionnelle votée par le Sénat invite le roi à venir prêter serment à la Constitution. Avec l'arrivée du roi à Calais le 24 avril, les choses changent. Il doit partager le pouvoir avec des émigrés revanchards et trouve un souverain qui ne veut ni être intronisé par le sénat ni appliquer une constitution qui le lie. Monarque de droit divin, il refuse de céder sur quelques grands principes et, s'il se range à une Constitution, c'est à celle qu'il octroie et non à celle qu'on veut lui imposer. Dans ce texte,

"l'autorité toute entière réside en France dans la personne du roi". La constitution peut bien reconnaître les avancées politiques et sociales de la Révolution ; tout est dit et le rêve de monarchie parlementaire s'éloigne. Talleyrand retrouve le ministère des Affaires étrangères et travaille à la convention d'armistice. Celle-ci prépare la paix avec les pays de la coalition. La France retrouve ses frontières de 1792 et les vainqueurs consentent à ne pas humilier le vaincu.

Mais l'Europe va se construire ailleurs, à Vienne. Il faut participer à ce grand moment pour imposer un équilibre durable. Talleyrand s'y rend d'autant plus volontiers qu'à Paris, les émigrés, la Cour et la presse se déchaînent contre lui, le révolutionnaire, l'évêque apostat, l'homme sans foi ni loi.

A Vienne, il lui faut d'abord s'imposer face aux quatre puissances victorieuses qui ne souhaitent lui laisser qu'un rôle de spectateur. Tantôt irascible ou vexé, tantôt étonné ou persuasif, il devient le représentant des puissances secondaires et réussit à prendre place à une conférence qui tarde à débiter. La vie du Congrès se déroule surtout ailleurs, Talleyrand, entouré de son peintre, son pianiste, ses domestiques et cuisiniers fait forte impression. Il sait recevoir et la présence de sa nièce Dorothée de Périgord âgée de 21 ans est une pièce essentielle du puzzle. Véritable maîtresse de maison, elle séduit son oncle et Vienne. Le Congrès se focalise sur les questions de la Saxe et de la Pologne, mais, au mois de février, les cinq finissent par trouver un accord où seule une partie de la Pologne est livrée à la Russie, et la Saxe à son ancien roi. Voilà qui éloigne le spectre d'une Prusse trop puissante et une confédération germanique peut se mettre en place.

A Naples, les rivaux, Murat et Ferdinand de Bourbon, cherchent à s'attirer les bonnes grâces de Talleyrand : bon moyen pour Charles-Maurice de bien vendre sa principauté de Bénévent. Les affaires diplomatiques continuent ! Il y récupère aussi le titre de duc de Dino et la rémunération afférente !

Mais en mars, Napoléon quitte l'île d'Elbe et amorce son vol de l'Aigle. Les huit puissances assemblées à Vienne peuvent bien promettre de soutenir et porter secours à Louis XVIII, Napoléon poursuit sa percée et se renforce de l'impopularité de Louis XVIII. Ce dernier est contraint de quitter la France et de se réfugier à Gand. Napoléon s'installe sans difficultés aux Tuileries.

Talleyrand représente donc à Vienne un roi en exil face à des puissances qui s'appêtent à combattre contre la France. Il est l'objet des sarcasmes des journaux qui voient en lui l'archétype du traître flairant le sens du vent pour le suivre. Il semble avoir des actions auprès de toutes les parties en présence.

Alors que les armées de Blücher et Wellington fondent sur celles de Napoléon, Talleyrand impose ses vues à Louis XVIII ; dans un véritable réquisitoire, il dénonce toute idée de droit divin ou d'absolutisme.

Après Waterloo, le 18 juin, il retrouve le roi à Mons. Au cours d'une entrevue orageuse, il constate que Louis XVIII demeure sur la position des émigrés et regagne la France sans plus écouter l'ancien évêque d'Autun. C'est finalement Wellington qui va réussir à faire évoluer le roi. A la déception des ultras, Louis XVIII se résigne et accepte les propositions plus libérales faites par Talleyrand.

La seconde restauration commence, mais s'accompagne de terribles violences et de massacres de bonapartistes. Les ultra royalistes dominant, et se retrouvent majoritaires dans la "chambre introuvable", issue des élections d'août 1815.

4. Seconde Restauration (1815 - 1830)

Talleyrand constitue son ministère dans un Paris occupé par les régiments des armées ennemies. Si on lui impose Fouché qui a su se rendre indispensable, il réussit à donner une coloration libérale et constitutionnelle à son cabinet. Il libéralise la presse, élargit le corps électoral et contrebalance le poids des ultras présents en nombre dans la Chambre basse en nommant des amis libéraux à la Chambre des Pairs. Les négociations pour la paix sont beaucoup plus ardues que l'année précédente. Les alliés exigent d'importantes rétrocessions et d'énormes indemnités de guerre. Charles-Maurice cherche un appui auprès de Louis XVIII. Il a besoin du roi pour refuser l'ultimatum des alliés. Il met sa démission dans la balance et, à sa surprise, celle-ci est acceptée. Louis XVIII a entendu la demande des députés monarchistes qui veulent voir partir l'évêque apostat.

Louis XVIII appelle un ancien émigré, ami du tsar à la tête du gouvernement, le duc de Richelieu. Modéré, ce dernier cherche à éviter l'extension de la réaction.

Bien que nommé au poste honorifique et lucratif de grand chambellan, Talleyrand remâche sa rancoeur et critique de plus en plus ouvertement le nouveau gouvernement. Cela lui vaut la disgrâce et, lorsqu'il peut retourner aux Tuileries, il doit supporter l'indifférence du souverain.

Le roi dissout la Chambre introuvable en septembre 1816 et réunit une majorité constitutionnelle menée par Decazes. Talleyrand va se rapprocher un temps des ultras. En dépit d'un beau succès diplomatique à Aix-la-Chapelle qui permet une évacuation anticipée du territoire, Richelieu doit céder sa place à Decazes en 1818,

L'assassinat du duc de Berry, héritier du trône, met fin à cette tentative libérale et les ultras reviennent au pouvoir avec Villèle.

Chez Talleyrand, pendant tout ce temps, on reçoit, on dîne, on joue et on fronde. Dorothée qui porte maintenant le nom de duchesse de Dino, joue à merveille son rôle et pousse, avec succès, son oncle à se séparer de sa femme. L'été et l'automne, de nombreux invités sont reçus à Valençay, acquis en 1803, où Charles-Maurice administre avec une attention éclairée son domaine. Il fait preuve de générosité et d'attention envers les habitants et les oeuvres de la région. Ces occupations ne détournent pas Talleyrand de la politique. Puisqu'on n'a pas fait appel à lui, il appartient maintenant clairement à l'opposition libérale, s'indigne de la censure de la presse et se moque des dérives cléricales du ministère Villèle. La mort de Napoléon le laisse indifférent et il s'oppose à la guerre d'Espagne destinée à appuyer Ferdinand VII contre les risques révolutionnaires. Il paraît seul capable de fédérer les opposants libéraux et semble apprécié du duc d'Orléans.

A la mort de Louis XVIII, Charles X est sacré à Reims le 29 mai 1825. Ultra convaincu, il conserve Villèle à la tête du gouvernement. En dépit, ou à cause du rétablissement de la censure, de l'indemnisation des émigrés et d'autres mesures tout aussi sensibles, Villèle perd pied et les élections de 1827 sont remportées par l'opposition. Charles X désigne un ministère selon son goût mené par Polignac malgré l'impopularité des ministres choisis. Talleyrand aide Thiers à fonder son journal d'opposition, Le National. L'Assemblée s'oppose au roi en demandant (adresse des 221) le renvoi des ministres ou la dissolution. C'est cette solution que choisit Charles X, mais, les nouvelles élections renforcent encore l'opposition.

Fort du succès de la prise d'Alger, Charles X croit pouvoir passer en force. Le 25 juillet il promulgue quatre ordonnances qui vont le renverser : autorisation préalable pour les journaux, restriction du cens électoral excluant de fait les commerçants et industriels, dissolution de la nouvelle chambre qui ne s'est pas encore réunie.

Les journalistes réunis par Thiers dans les locaux du National incitent à la résistance. Dans la nuit du 27 au 28 mars, Paris se couvre de barricades. L'armée ne souhaite pas combattre les parisiens et quitte la capitale.

Un manifeste rédigé par Thiers propose la candidature du duc d'Orléans ; l'idée circulait depuis quelque temps dans les rangs des libéraux. Talleyrand s'y était aussi rallié, même s'il eut préféré conserver le principe de légitimité en confiant au duc d'Orléans la régence du petit Henri V.

Mais foin de juridisme, le duc d'Orléans reçoit d'une délégation de députés et de pairs la lieutenance générale du royaume. Le 31 juillet, il apparaît au balcon de l'hôtel de ville embrassant La Fayette près du drapeau tricolore.

Le roi de France a fui, vive le roi des Français !

5. Monarchie de juillet (1830 - 1838)

La charte sur laquelle Louis-Philippe Ier prête serment est profondément remaniée. La religion catholique n'est plus religion d'Etat, la censure est supprimée et les trois couleurs nationales réhabilitées. Le cens électoral est abaissé. La souveraineté nationale précède le droit monarchique. On retrouve les projets que Talleyrand avait imaginés, sans succès, pour Louis XVIII. Le régime semble celui dont il rêvait.

A l'extérieur, Louis-Philippe doit rassurer les puissances européennes inquiètes de ces nouveaux soubresauts français. Il faut avant tout convaincre l'Angleterre et Talleyrand paraît être l'homme idéal. Nommé ambassadeur extraordinaire à Londres en septembre 1830, il travaille au rapprochement avec l'Angleterre. Cette nomination habile fait sourire à Paris où les caricaturistes s'en donnent à cœur joie. A Londres, par contre, on a bien compris l'importance de l'arrivée de Talleyrand et il est accueilli avec tous les

honneurs. Au-delà de la revanche sur Pitt qui l'avait renvoyé si discourtoisement il y a plus de 30 ans, et que Charles-Maurice savoure avec délectation, il trouve là un nouveau poste à sa mesure qui lui permet d'embrasser toute l'Europe.

Du reste, très vite il intervient dans la crise qui se développe à Bruxelles soutenant le principe de non-intervention. Il s'appuie sur l'Angleterre même si on l'accuse de dominer la conférence chargée du règlement de la crise, même si on lui reproche d'enjôler Palmerston, car c'est ensemble qu'ils réussissent à imposer l'indépendance de la Belgique et à installer Léopold de Saxe Cobourg sur le trône. Talleyrand, bien sûr, traite toutes ces affaires directement avec le roi ou avec sa soeur, madame Adélaïde. Il rend compte des négociations, quitte à oublier l'existence du ministre dont, en principe, il dépend.

A l'intérieur, le gouvernement doit d'abord faire face aux soulèvements des républicains frustrés et des légitimistes déçus. Avec Casimir Périer se développe une politique du juste milieu. Après sa mort, Broglie, Thiers et Guizot présentent un front uni et gouvernent sous l'autorité du vieux Soult, mais ce ministère de tous les talents ne dure pas. Cela donne plus de latitude à Louis-Philippe pour reprendre les choses en mains et réduire en septembre 1835 la liberté de la presse.

Dès 1834, alors que chacun loue son efficacité et son habileté, Talleyrand décide de démissionner de son poste d'ambassadeur. De Paris ou de Valençay il suit cependant toujours la vie politique avec intérêt. Le roi le consulte régulièrement et au moment de la crise entre Thiers et Broglie, il soutient le premier et participe à l'élaboration de son ministère. Il ne prendra sa retraite que lorsque ce ministère tombera.

Les journaux royalistes peuvent bien le brocarder, notamment lors de la mort de sa femme, il conserve à 84 ans un esprit toujours aussi vif et acéré qui lui sera utile lors de son ultime négociation. En effet, alors que la mort approche, la duchesse de Dino déploie toute sa persuasion pour le rapprocher de l'Eglise. Il lui faudra pour cela obtenir une rétractation car c'est de cela qu'il s'agit. L'Eglise veut une soumission publique de l'ancien évêque. Cette dernière tractation entre Monseigneur Dupanloup et Talleyrand va durer jusqu'à la fin. Suprême victoire sur le pape il n'accepte aucune des premières exigences du souverain pontife. Après signature, il reçoit confession et extrême-onction sur le dessus de la main, privilège des évêques, et meurt le 17 mai 1838.

Octobre 2006